

LE FARDEAU DE LA MÉMOIRE

Jacques REVEL

Jacques REVEL, ancien élève de l'École Normale Supérieure et de l'École Française de Rome est co-directeur des Annales - Histoire, Sciences Sociales. Il a été élu président de l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales en 1995. Le Fardeau de la Mémoire que publie ici l'IRMC, est le texte réactualisé d'une conférence prononcée à l'occasion de la parution d'une nouvelle Histoire de la France à laquelle ont collaboré une vingtaine d'historiens.

Jusqu'à une époque très récente, l'expérience historique de la France et la mémoire dont elle était porteuse étaient pensées dans les termes d'une *histoire* ; et cette histoire ne s'énonçait pas, elle ne se pensait pas n'importe comment : elle pouvait être diverse et contradictoire, mais elle avait ses formes et elle obéissait à des règles.

Les choses ont bien changé. En grossissant et en simplifiant les choses, on pourrait dire que la France est devenue depuis une vingtaine d'années le lieu d'une entreprise mémorielle proliférante et multiforme. Une bonne part de notre traditionnelle activité narcissique - mais aussi de notre investissement sensible - a trouvé à se reconnaître dans la production de mémoire, sous toutes ses formes. J'en retiens trois, pour aller au plus simple.

1. La première, la plus visible peut-être, est la *commémoration*. Cette fin de siècle aura vu se

multiplier les occasions de célébrer les faits décisifs de notre passé. On pourra m'objecter qu'il s'agit là d'une donnée objective, qui accumule en quelques années les occasions de commémorer. Je n'en crois rien et il suffit de comparer la fin du XXe siècle avec celle du XIXe pour s'en convaincre. Sans doute pouvait-on légitimement s'attendre à ce que le bicentenaire de la Révolution française fut rappelé avec quelque éclat en 1989, comme le centenaire l'avait été en 1889. Mais qui pouvait prévoir que chaque année apporterait son lot obligé de commémorations ? que 1985 se préoccuperait de la révocation de l'Edit de Nantes ; 1986, des quarante ans du Front Populaire ; 1987, du millénaire capétien ; 1988, des vingt ans de mai 1968 ; 1990 du centenaire du Général de Gaulle ? En 1994, nous avons évoqué à la fois Thermidor, l'Affaire Dreyfus et les quarante ans de l'appel de l'abbé Pierre. En 1996, la célébration du quinzième centenaire de la conversion de Clovis a déchaîné les passions au point de devenir - presque - une affaire d'État. Cela, pour les plus visibles. La Délégation aux célébrations nationales, qui dépend du Ministère de la Culture, publie désormais un livre annuel où elle donne la liste des centaines de commémorations de toutes sortes, petites et grandes, locales et nationales, qui scandent notre expérience nationale. Le Panthéon avait été exceptionnellement rouvert pour accueillir Jean Moulin en 1964. Il a d'abord accepté quatre morts illustres depuis 1987, puis Marie Curie et maintenant André Malraux. Et je n'ai pas besoin de rappeler que c'est dans ce temple de la commémoration nationale que

François Mitterrand a choisi d'inaugurer symboliquement sa présidence en 1981, une présidence largement consacrée à l'activité commémorative.

2. Seconde forme, tout aussi patente : c'est la *patrimonialisation*. Le terme de patrimoine a connu en France un glissement sémantique tout à fait significatif : il désignait traditionnellement les biens détenus et transmis dans le cadre domestique de la famille. Il évoque d'abord aujourd'hui une sorte de propriété collective des Français. C'est presque par hasard, paraît-il, que, sous Valéry Giscard d'Estaing, 1980 fut décrétée Année du Patrimoine en France, après celle de la Femme et celle de l'Enfant. Mais il ne faut pas se fier au hasard et, reconnaissons-le, depuis, l'idée a pris une forte consistance. Consistance administrative, bien sûr ; mais aussi consistance idéologique et sensible. Tout se passe comme si les Français avaient peu à peu pris l'habitude de considérer l'ensemble des traces infiniment diverses de leur expérience collective comme un trésor qu'il était urgent de conserver et de protéger, un fonds qui les enracinait. Ce zèle, d'ailleurs sympathique, a trouvé des expressions très diverses, de la protection des sites naturels à celle des œuvres humaines. Elle est, en profondeur, inséparable d'un immense projet muséographique. On aurait, dans les années 1980, ouvert un musée par jour en France. Le chiffre est probablement exagéré et il est de toute façon invérifiable, tant l'appellation de musée a pu recouvrir des réalités d'importance et de nature très différentes. Mais dans son exagération même, il atteste la conscience qu'ont eue les Français de vivre une mutation de leur rapport au temps. Cette mutation affecte le présent lui-même puisque ce sont souvent les traces de l'expérience chronologiquement la plus proche que l'on s'emploie à conserver.

Muséographe, notre société est aussi devenue archiviste : elle s'emploie comme aucune autre auparavant à garder tout ce qui peut l'être de ce qu'elle est maintenant.

3. La troisième forme est la production de mémoire et l'instauration de ce qu'on pourrait appeler un nouveau régime de la mémoire. Bien entendu, le dernier quart du XXe siècle n'a pas inventé le genre mémorial. Mais il l'a démultiplié et il l'a transformé. D'où qu'ils fussent écrits, les témoignages en première personne étaient traditionnellement conçus comme une contribution à l'intelligence d'une expérience commune. Ceux des grands hommes, cela va de soi. Mais aussi les récits de ceux qu'une trajectoire pensée comme exemplaire avait, depuis tous les points de la société, associés au destin commun. Ce fut par exemple le cas de nombre d'autobiographies ouvrières au XIXe siècle, militantes au XXe siècle. Ce qu'on attend

aujourd'hui de ces témoignages mémoriels, c'est, tout au contraire, l'affirmation d'une irréductible différence et celle d'une diversité essentielle de la communauté nationale. Des mémoires protestantes, juives, italiennes, polonaises, espagnoles portugaises, mais aussi occitanes ou bretonnes, ou alsaciennes, qui se sont multipliées depuis quinze ans, on n'attend plus - comme cela aurait été le cas il y a encore une génération -, de connaître comment ceux qui les portent sont devenus des Français : on veut comprendre comment ils sont restés ce qu'ils étaient au sein de l'ensemble France. Rien là que de très familier pour un observateur étranger, dans la plupart des cas. Mais le modèle français d'intégration ou d'assimilation dans la citoyenneté a longtemps refusé ces particularités au nom d'une définition de la citoyenneté qui est à la fois universelle et abstraite. L'affirmation, la revendication, la promotion de mémoires particulières a été, à sa manière, une façon d'exprimer une reformulation du lien social qui traduit un changement profond.

Mais il y a plus. C'est, d'une certaine manière, tout le rapport des Français au passé qui tend ainsi à être reconstruit à travers sa dimension mémorielle. C'est vrai du passé lointain, de plus en plus vécu, j'y reviendrai, sur le mode du « monde que nous avons perdu » : c'est le monde de *Montaillou* et aussi celui du *Cheval d'orgueil*, deux grands succès de l'année 1975. C'est vrai aussi du passé proche, et en particulier de ce « passé qui ne veut pas passer » pour reprendre la récente formule d'Henri Rousso à propos de Vichy. Vichy en donne en effet un exemple remarquable. Son histoire, longtemps refusée, a d'abord été restituée par un historien américain, Robert Paxton, et par un historien canadien, Michael Marrus. Cette conscience tardivement acceptée n'a pourtant pas empêché les Français de vivre avec ce vieux fantôme en feignant longtemps de l'ignorer. François Hartog rappelle qu'en 1972, le film *Le chagrin et la pitié* annonçait seulement le travail de la mémoire, tandis que le président Pompidou pouvait grâcier Paul Touvier sans exagérément émouvoir les populations, au-delà d'un cercle étroit de militants du souvenir, fils et filles de déportés en particulier. Forcera-t-on beaucoup les choses en suggérant que si Touvier a été finalement - et point si facilement - jugé en 1994, si Bousquet aurait pu l'être, si le procès Papon a autant mobilisé les opinions et les émotions pendant des mois, c'est plus au travail de la mémoire collective qu'à celui des historiens professionnels qu'on le doit ?

Trois modalités qui, dans les faits - c'est-à-dire dans l'expérience des contemporains - s'entrecroisent. Je crois qu'il s'agit là d'un mouvement de fond de la société, dont personne ne peut prévoir combien il est destiné à durer. Les historiens l'ont découvert, ils l'ont

parfois suivi et ils l'ont thématiqué, qu'il s'agisse de commémoration, de patrimonialisation ou de production de mémoire. Ils ne l'ont pas inventé. Celui d'entre nous qui est allé le plus loin dans l'exploration de ce rapport très particulier au passé, c'est, bien sûr, Pierre Nora, qui a réussi à entraîner cent trente de ses collègues dans l'immense chantier des *Lieux de mémoire* : sept volumes publiés entre 1984 et 1992, plus de cinq mille pages ; il s'agit là d'une entreprise importante, celle qui a le plus résolument affronté ce tournant de la mémoire. Mais comme Nora l'a très lucidement reconnu, le projet a été déformé par son succès même et, plus profondément, par l'attente qu'il a révélée. D'un échantillonnage des lieux et des formes de la synthèse républicaine, qui composent la matière du premier volume - intitulé *La République justement* -, on est passé, trois ans plus tard, au repérage des articulations de la *Nation*. Avec les trois derniers, énormes volumes, les *France*, les lieux se sont encore multipliés et surtout ils se sont dispersés. Ils ne constituent plus seulement « l'ossature d'une histoire », pour reprendre la formule de P. Nora, mais une vaste tentative de sauvetage de « fragments d'expérience soustraits au temps ». Une saisie de la durée sociale et sensible qui, comme le suggère finement F. Hartog, peut évoquer la *Recherche proustienne*. Mais la mise en évidence de cette mémoire éclatée est porteuse d'autres effets encore. Elle tend à faire de « chacun l'historien de soi ». Contre-épreuve de cette mutation majeure : entre le premier et les derniers volumes des *Lieux*, le terme de « lieu de mémoire » est entré dans la langue commune. Accueilli par le *Robert*, repris par l'administration de la culture, il sert désormais à désigner en vrac tout ce qu'il importe de sauver de l'oubli ou de la destruction. Tout est aujourd'hui, tout peut être, tout peut devenir un jour lieu de mémoire.

Le moment que je décris sommairement, et qui nous cerne, n'est pas propre à la France. On pourrait lui trouver des parallèles dans bien des sociétés. Il a pourtant pris en France une dimension remarquable et, je crois unique, parce que, d'une certaine manière, il y est venu rompre assez brutalement avec une tradition très ancienne et peut-être unique de l'histoire nationale - de « l'histoire de France », comme on avait l'habitude de l'appeler. C'est sur cette tradition que je veux maintenant m'arrêter un instant.

Il faut bien le reconnaître : la France entretient avec son passé d'étranges rapports, tout à la fois impérieux et inquiets. Depuis le Moyen Âge, le roman de la nation a été en charge d'une triple fonction : il lui revenait d'affirmer une identité ; il a servi à garantir une continuité ; il a conforté une communauté de destins. Dans les moments heureux, l'histoire de

France se donnait volontiers en exemple. Dans le malheur et l'adversité, elle pouvait servir de recours - et elle a effectivement servi de recours. Sur ces trois termes : identité, continuité, communauté, et sur leur entrelacement périodiquement réagencé, une articulation du temps et de l'expérience historiques a reposé pendant des siècles. Il vaut la peine de s'y arrêter un instant.

Identité. L'identification de la France à une personne a été remarquablement précoce. Colette Beaune a montré comment elle a tendu à prendre figure humaine - *Domina Francia* - au moment où l'histoire de France commençait à s'autonomiser comme genre. En 1274, Primat l'exprime au début des *Grandes chroniques* : « Et quoique cette nation soit fière et cruelle contre ses ennemies, selon ce que le nom signifie, elle est miséricordieuse envers ses sujets et ceux qu'elle soumet... Aussi ne fut-elle pas sans raison *dame renommée* sur les autres nations ». Au fil du temps, l'allégorie s'est incarnée davantage encore. On commente la France, on la recherche, on la console, on l'exalte, on l'interpelle - avant de prétendre, plus récemment, la regarder au fond des yeux. Nul, bien sûr, n'a mieux que Michelet su donner corps à cette projection collective qui l'a fasciné - parfois jusqu'au vertige : « L'Angleterre est un Empire ; l'Allemagne est un pays, une race ; la France est une personne. *La personnalité, l'unité, c'est par là que l'être se place dans l'échelle des êtres* » (*Tableau de la France*, 1831). Et, dans un autre texte célèbre, évoquant sa vision prophétique de Juillet 1830 : « Dans ces jours mémorables, une grande lumière se fit et j'aperçus la France... *Le premier, je la vis comme une âme et comme une personne* ».

Continuité. Cette imagination organiciste - mieux, biographique -, longuement relayée et méditée à travers les siècles, a été une manière décisive d'exprimer et d'affirmer la continuité essentielle du destin français. Aux enfants de la Troisième République, le *Petit Lavoisier* (1884) enseignait une anecdote édifiante dont Jeanne d'Arc était l'héroïne : « Un jour, pour relever le courage de Charles VII, elle lui parla de Saint-Louis et de Charlemagne. Ainsi, cette fille du peuple *savait que la France existait depuis longtemps* et que son passé était plein de grands souvenirs ». Aux maîtres d'école d'un pays humilié par la défaite de 1870, il revenait de trouver dans l'histoire, à l'intention de leurs élèves, les mêmes ressources morales et la même confiance que la bergère avait su y puiser selon cette fable édifiante. En fait, c'est toute l'historiographie de la France qui, depuis l'origine, s'est employée à produire et à imposer la généalogie qui rend possible un tel recours. On rencontre en ce point l'importance décisive du récit

dont la composition a servi à donner forme à la suite des temps : récits des origines, récit des enchaînements et des enchaînements (dûment sollicités), dont la fonction aura été de garantir l'existence d'une durée qui valait sauvegarde. Une durée homogène, imprescriptible, et pleine d'enseignements. Pour mieux exhorter les élèves de l'école primaire à bien se préparer, dans leurs salles de classe, à la revanche, Lavisso encore pouvait enseigner: « Les Gaulois, vos ancêtres, ont été des vaillants. Les Francs, vos ancêtres, ont été des vaillants. Les Français, vos ancêtres, ont été des vaillants ». La victoire était donc nécessairement dans le destin français.

Communauté. Le terme doit s'entendre, ici, dans un double sens. La communauté, c'est d'abord une communauté de destins. De leur très longue histoire, de cette expérience partagée sans interruption et que l'on a pu faire remonter à Troie ou à la Gaule, selon les mythes d'origines retenus, les Français ont pu tirer des raisons d'être ensemble : non pas au nom du sang, ni au nom de la terre (encore que l'inscription dans un territoire a très tôt servi à nourrir tout un jeu de prophéties rétrospectives), mais au nom de cette histoire elle-même. Michelet le dit encore, à sa manière que l'on peut juger insupportable mais qui demeure inimitable : « Ce qu'il y a de *moins fatal, de plus humain et de plus libre dans le monde, c'est l'Europe, de plus européen, c'est ma patrie, c'est la France* ». Ernest Renan en donnera une version moins emphatique mais qui dit exactement la même chose en définissant, dans un texte célèbre, la nation comme un « principe spirituel » ancré dans une expérience collective.

A travers ces formulations, on touche déjà au second sens qui revendique pour la communauté française une exceptionnalité absolue. Chez Michelet comme chez Renan, on retrouve la conviction que la France a reçu, dès l'origine, dans ses accomplissements comme dans ses épreuves, une légitimité unique et un avantage incomparable. Cette revendication est en fait fort ancienne. Mais elle a reçu, avec la Révolution française, des contenus, des moyens et un écho démesurément amplifiés, comme si la rupture révolutionnaire - nouveau commencement dans le temps de l'humanité, seconde naissance, véritable incarnation - reconnaissait enfin la France pour ce qu'elle était : le Christ des nations. L'affirmation de l'universel démocratique a permis alors d'offrir la singularité française en modèle à l'humanité tout entière. Ce messianisme devait, on le sait, s'exprimer de diverses manières : par la guerre, par la colonisation, mais aussi, plus généralement et de façon plus quotidienne, par la certitude d'être le centre du

monde et sa mesure. La France est ce pays qui a prétendu récapituler le passé de l'humanité tout entière - ce fut à l'origine le projet et la justification du musée du Louvre - et projeté sur cette même humanité son propre futur, ou l'avenir qu'elle pensait ouvrir au nom de tous les hommes.

Ainsi s'est construit, dans la durée, un discours d'évidence qui est devenu inséparable de l'affirmation nationale. Ce discours multiforme a été, surtout depuis les débuts de la Troisième République, pris en charge par l'école qui lui a donné une formidable amplification. Mais il convient sans doute d'en parler au passé. Car ce discours est aujourd'hui en crise, et avec lui l'interminable récit fondateur de la nation.

*
* *

De cette crise contemporaine, je rappellerai un symptôme - dont je ne veux pas exagérer l'importance. Il a été, sur le moment, excessivement grossi et il est aujourd'hui, déjà presque oublié. Il n'en est pas moins significatif. Il y a un peu plus de quinze ans - c'était en 1983-1984 - un débat mobilisa les politiques et les savants dans l'Hexagone. La France, c'était certain, était en train de devenir amnésique. Ses enfants ne savaient plus leur histoire. Ou ils l'apprenaient si mal qu'ils n'en discernaient plus le fil ni la signification. La dénonciation était partie du plus haut de l'État : le Président de la République, un jour, s'en était ému. Puis elle avait été relayée en ordre hiérarchique, comme il convient : les ministres, les politiques donnèrent leur sentiment. On laissa même pour finir la parole aux professeurs. Un grand historien des sociétés anciennes, Pierre Goubert, s'astreignit alors à rédiger une *Initiation à l'histoire de France* (1984), pour « contribuer à une reprise de connaissance et de conscience » d'une patrie dont il voulait croire « qu'elle n'est pas en train de perdre ce qu'on appelait hier son âme, ce qui fut son esprit ». Les enseignants des écoles et des lycées n'avaient sans doute pas attendu pour diagnostiquer ce malaise mais on ne les avait guère écoutés. Cette fois, les choses étaient dites. On réunit une commission, conformément aux usages de la République. Il en résulta une réforme (partielle) des programmes d'enseignement dont je ne sais pas - ni personne, je le crains - quelle a été l'efficacité car le sujet est passé de mode.

J'ai tort pourtant d'ironiser sur cet épisode. Par-delà ses ridicules et les exploitations politiciennes dont il a fait l'objet dans tous les camps, il n'est pas sans importance ni sans signification. Car il a manifesté, à sa manière, une crise de l'identité historique française.

Ou, plus exactement, il a traduit un profond décalage entre les attentes, souvent confuses, d'une France qui continue à chercher, en tâtonnant, des assurances, des réconforts, des raisons dans les profondeurs du temps et le vieux récit de la nation dont je viens de résumer très rapidement les caractères et les fonctions et dont l'école avait fait, pendant un long siècle, l'instrument privilégié de l'apprentissage civique. Ce décalage est à l'origine d'un malaise profond. Pour Lavis, en 1880, ou pour l'instituteur des années 1920 auquel Pierre Goubert dédiait un souvenir reconnaissant, ou encore pour les maîtres qui ont enseigné ma génération dans les années 1950, pour eux tous et pour leurs élèves, le récit de la nation était, en tant que tel, porteur d'intelligibilité. Il offrait un répertoire de valeurs et de significations partagées. Tout se passe comme si cela avait cessé d'être évident aujourd'hui. Cette affirmation peut sembler paradoxale : le public français - comme c'est probablement le cas dans nombre d'autres sociétés - n'a jamais autant consommé d'histoire que depuis vingt ou vingt cinq ans, sous forme de livres, de films, de journaux, d'images, de musées. Mieux, l'histoire des professionnels (l'histoire savante, si l'on veut) a trouvé auprès de lui un débouché quasi miraculeux comme l'attestent la multiplication des collections et des best-sellers et celle des commémorations. Mais cette rencontre ne doit pas abuser. Elle recouvre une profonde altération de la demande ou de l'attente dont l'histoire fait l'objet.

À cela, tout un ensemble de raisons dont les effets se sont additionnés pour transformer en profondeur le rapport que les Français entretiennent avec leur passé. Et d'abord une mutation des sensibilités qui, depuis une vingtaine d'années, s'est traduite par une perte de confiance en ce que l'on a longtemps appelé le sens de l'histoire. La France a fini par reconnaître qu'elle n'est plus une très grande puissance, après avoir longtemps, De Gaulle et le mouvement progressiste aidant, retardé ce constat mélancolique. La fin des guerres coloniales, l'accouchement difficile du Tiers Monde, la récession économique mondiale et les inexorables mises à jour qu'elle a imposées, la crise des grands paradigmes intellectuels et idéologiques, tous ces facteurs ont ébranlé une confiance longtemps indiscutée dans l'histoire réelle. Aujourd'hui est devenu indécidable, à plus forte raison demain. Si l'on se hasarde encore à prophétiser, c'est pour constater l'achèvement de quelques processus majeurs qui tous viendraient s'échouer sur les bords du troisième millénaire. Nous pouvons vivre le temps des fins : fin du progrès, fin des idéologies, fin des paysans, de la classe ouvrière, fin de la famille, et, en dernier lieu, fin d'un « exceptionnalisme » politique qui marquerait l'épuisement d'un long cycle révolutionnaire de deux

cents ans. N'entrons pas ici dans la discussion de ces diagnostics, mais retenons plutôt qu'ils convergent pour fermer un horizon. Symétriquement, le passé qui fascine le public n'est plus celui qui portait des convictions, qui mobilisait des énergies spirituelles : ce sont les plages nostalgiques de l'histoire immobile, c'est « le monde que nous avons perdu ». Le temps profond - mais aussi le temps brut, sans origine, sans destination - fait l'objet d'un investissement neuf et massif. On redécouvre à travers lui des formes de l'existence sociale qui ont longtemps paru négligeables - les comportements collectifs, les solidarités organiques, les manières d'être ensemble, la société sans État - et qui rendent une manière d'écho aux grandes inquiétudes du présent. Bien plus, c'est ce présent lui-même que nous tendons à vivre comme déjà historique. Pierre Nora rappelait justement que nous travaillons avec acharnement à organiser le passé qu'il deviendra un jour. Sans doute ne sommes-nous pas les premiers à nous préoccuper de ce que nous laisserons derrière nous. Mais nous sommes peut-être les premiers à vouloir prévenir aussi radicalement le travail de décantation du temps. Encore vifs, nous nous enfouissons dans l'histoire.

Le livre, l'image, les médias, répondent à cette attente confusément exprimée, mais aussi l'histoire savante, qui a trouvé, au-delà de l'école, un public très élargi. Les tendances de la recherche n'allaient-elles point d'elles-mêmes dans cette direction ? On peut s'en réjouir. On peut aussi comprendre comment cette improbable rencontre a renforcé, à l'occasion, les incertitudes actuelles. Le discours et l'enseignement de l'histoire ont longtemps été construits comme un interminable commentaire de la nation. Or de celle-ci, depuis un demi-siècle, et surtout dans les vingt ou trente dernières années, ce commentaire s'est progressivement détourné pour devenir une introduction au social : non plus Louis XIV mais la vie des vingt millions de Français. Il s'agit là d'un déplacement majeur. Les grandes scissions chronologiques, la succession des règnes et des régimes, les dates cardinales, les accomplissements et les innovations étaient autant de repères sûrs sur la trame d'un progrès qui s'identifiait, en somme, avec le destin français. Mais dès lors que l'histoire de la France devient aussi - et d'abord - celle de la forme des champs et des structures familiales, celle de la nourriture, des rêves ou des manières d'aimer, le problème se pose de choisir ce qui est important, ce qui fait sens. De la leçon lointaine des *Annales*, le goût du public - parfois fourvoyé par les manuels scolaires - a souvent tiré une sorte de chronique de la vie quotidienne, au plus près des situations concrètes. Qu'il n'ait pas grand chose à voir avec l'esprit des

Annales n'importe guère ; que le discours pédagogique ait d'autres fins que celles que suggère la logique de la recherche, guère plus. Il en est résulté un aplatissement de la perception du temps et une désorganisation relative du discours historique. Car si tout est devenu matière d'histoire, quelle histoire peut-on aujourd'hui raconter ? Le vieux récit n'est plus possible. Mais nous ne savons plus par quoi le remplacer, alors même que - ou parce que - notre société est saisie, jusqu'à l'ivresse, d'un formidable désir de mémoire.

Reconnaissons-le enfin : les hommes du métier sont eux-mêmes atteints par ces turbulences. L'élargissement du territoire de l'historien a été spectaculaire. La discipline a multiplié ses objets en même temps qu'elle ne cessait d'emprunter davantage aux démarches et aux intérêts des sciences sociales. Cette expansion accélérée a été difficile à gérer, à organiser, et l'on a pu faire l'hypothèse d'un « éclatement » de l'histoire. Le diagnostic mériterait d'être affiné, et surtout débarrassé des sous-entendus polémiques qui l'ont parfois obscurci. Il reste qu'il exprime lui aussi un malaise : comment mettre de l'ordre dans le paysage discontinu, fragmenté, que la recherche dépose sous nos yeux ? Un discours d'ensemble est-il encore possible, et à quelles conditions ? Ce débat dépasse, et de loin, le problème de l'histoire de France. Il s'exprime aujourd'hui de façon très diverse, à travers un intérêt renouvelé par l'historiographie, par exemple, ou encore dans une interrogation multiforme et tâtonnante sur des genres historiques longtemps indiscutés : quelle histoire peut-on écrire ? et comment l'écrire ? Le récit de la nation est pourtant celui qui, sans doute, a été le plus profondément mis en cause par ces incertitudes, parce qu'il n'intéresse pas seulement l'identité d'une discipline mais bien celle d'une communauté vivante.

C'est en réponse à ces interrogations, à ces incertitudes qu'il faut comprendre, je crois, les tentatives récentes pour repenser l'histoire de France et en proposer des organisations nouvelles sur lesquelles j'achèverai cette analyse. Car au diagnostic un peu sombre - mais, j'espère, correct - que je viens de proposer, on peut opposer, bien sûr, la multiplication des histoires de France depuis une grosse dizaine d'années.

Une seule pourtant porte ce titre : c'est celle qu'ont composée Georges Duby, Emmanuel Le Roy Ladurie, François Furet et Maurice Agulhon - et qui est essentiellement une histoire politique qui court du Moyen Âge au XXe siècle. Elle reste, en gros, fidèle au schéma classique. En gros seulement : le volume consacré par François Furet à *La Révolution* (1988) fait bien voir que cette trame chronologique peut être

subvertie de l'intérieur. Une autre série, *l'Histoire des Français*, dirigée par Yves Lequin, a choisi de s'inscrire dans une chronologie courte, celle de l'histoire sociale des XIXe et XXe siècles. La troisième, *Les lieux de mémoire*, dont j'ai déjà évoqué la construction complexe, est aussi celle qui rompt le plus délibérément avec le genre de l'histoire de France : sa structure éclatée comme l'insistance sur le travail central de la mémoire dans la constitution des lieux significatifs d'une histoire en font sans doute l'ouvrage qui a le mieux explicité et le plus fortement accompagné l'éruption mémorielle dont j'ai parlé au début. La quatrième était, d'une certaine manière, la plus attendue : c'est celle que la mort de Fernand Braudel a laissé inachevée et dont il nous reste les trois volumes de *L'identité de la France*, publiés en 1986. La plus attendue parce qu'elle était l'œuvre d'un des très grands historiens de ce siècle ; la plus attendue aussi parce que rien ne paraissait plus éloigné des intérêts et de la manière de l'historien de la Méditerranée au XVIe siècle, puis des économies entre XVe et XVIe siècles, que le cadre étroit et contraignant de l'histoire nationale. On se trompait, puisque Braudel a préparé pendant vingt ans le livre qu'il n'a pu terminer. On se trompait aussi parce qu'on était en retard d'un combat : même s'il ouvre son dernier livre en proclamant la « passion, exigeante et compliquée » qu'il a pour son pays, Braudel s'en détache aussitôt pour revendiquer le regard éloigné de l'observateur et le renoncement aux séductions de l'identification. Braudel n'est pas Michelet, qu'il admirait tant et il n'a pas voulu l'être. Son ambition, clairement annoncée, a été celle d'une histoire qui tenterait de reconstruire son objet en se déprenant des habitudes acquises au prix d'une série d'expérimentations raisonnées. Saisie dans la longue durée et à travers une approche résolument comparative, « La France rétrospective se présente ainsi comme un laboratoire d'expériences ». Tout autant que la Méditerranée au temps de Philippe II ou que les espaces du capitalisme moderne, elle demeure pour l'historien une réalité problématique et qu'il lui faut construire à nouveaux frais.

Me permettra-t-on enfin de placer en regard de ces œuvres majeures les quatre volumes de *l'Histoire de la France* que nous avons dirigée, André Burguière et moi entre 1989 et 1993 ? Je le fais sans outrecuidance, je l'espère, mais avec la conviction que notre propre projet ressortissait aux mêmes préoccupations que ceux que je viens d'évoquer. *Histoire de la France* et non pas *Histoire de France* : l'adjonction de l'article avant le propre a été une manière de rappeler que ce qui constituait l'objet de notre enquête, et non point son point de départ, c'était la France elle-même, la consistance et la construction de son expérience

historique. De même, nous avons voulu rompre explicitement avec le récit - le roman - de la nation pour traiter de cette expérience plurielle à travers une série de thèmes : l'espace, l'État, les conflits, les formes de la culture qui nous semblaient autant de configurations originales repérables dans le présent et se prêtant à une enquête rétrospective. Nous avons enfin écarté l'hypothèse d'une chronologie unique et unifiée en cherchant à mettre en valeur l'existence de temporalités différentielles et diversement agencées entre elles, des ancrages parfois très anciens, parfois très récents, des singularités françaises. L'histoire qu'il est possible de construire à partir de ces exercices n'a plus grand chose à voir avec la biographie traditionnelle de la France.

Il est trop tôt, bien sûr, pour dresser le bilan de ces projets réalisés à chaud, alors même que le rapport que notre société entretient avec son histoire et avec sa mémoire se transformait aussi intensément. Et je ne suis certainement pas le mieux placé pour le faire. L'on peut d'ailleurs supposer que d'autres expériences sont en cours, ou seront tentées. Ces tentatives sont très différentes entre elles, dans les attendus, dans les analyses qu'elles proposent, dans leur organisation thématique et discursive, dans leur style. Les trois dernières - celles de Nora, celle de Braudel et la nôtre - ont pourtant un point en commun au moins, si diverses qu'elles soient entre elles.

En arrivant au terme (provisoire, n'en doutons pas) du long itinéraire des *Lieux de mémoire*, Pierre Nora s'interrogeait : « Comment écrire l'histoire de France aujourd'hui ? » L'interrogation peut sembler rhétorique au moment où, on vient de le rappeler, les tentatives semblent se multiplier à nouveau, suggérant un véritable retour d'un genre qui paraissait devoir être déserté. Rhétorique, elle ne l'est pourtant pas. Car poser la question en ces termes, c'est une manière de reconnaître que ce dont il s'agit, par-delà les remises en cause d'un genre et d'une forme, c'est la demande d'intelligibilité qu'exprime l'explosion de mémoire brute que nous constatons aujourd'hui - demande qu'elle exprime et qu'elle ne peut satisfaire. D'où, pour chacune de ces entreprises, la conviction que l'identité de la France ne peut plus être considérée comme une certitude, moins encore comme une réponse, mais qu'elle doit être prise comme une question (comme elle l'est, vraisemblablement dans l'expérience quotidienne). Ce peut être, après tout, l'un des rôles de l'historien que de satisfaire à cette demande d'intelligibilité avec ses instruments propres qui sont ceux de la critique et de l'analyse, non de l'identification sollicitée. En ce sens, la multiplication d'histoires de la France qui dérogent aux lois du genre

en cette fin de siècle ne me paraît pas relever de la complaisance nationale - voire nationaliste - que l'on a parfois suggéré à leur égard. Car c'est à la fois au déficit de la nation et aux débordements de la mémoire qu'il est devenu important de répondre, parce que c'est aux sollicitations du présent qu'il faut nous confronter. Dans un moment où l'on évoque si volontiers - et parfois justement - le devoir de mémoire, il n'est peut-être pas inutile de rappeler qu'il existe aussi un devoir d'histoire.

Jacques REVEL

1. Je renvoie ici à la conclusion donnée par P. Nora au dernier volume des *Lieux de mémoire* (t. III, vol. 3, p. 975- 1012), sous le titre « L'ère de la commémoration ».

BRAUDEL, Fernand, *L'identité de la France*, Paris, Arthaud, 3 tomes, 1986

GOUBERT, Pierre, *Initiation à l'histoire de France*, Paris, Hachette-Pluriel, 1986, 489 p.

HARTOG, François, *Temps et Histoire : « Comment écrire l'histoire de France ? »* in *Annales-Histoire Sciences Sociales*, 1995, 6, p. 1219-1236.

Histoire de France, Hachette, par Georges Duby, Emmanuel le Roy Ladurie, François Furet et Maurice Agulhon.

LEQUIN, Yves, *Histoire des français du XIXe-XXe siècles*, Paris, Armand Colin, 1985.

NORA, Pierre, *Les lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, Bibliothèque illustrée des histoires, 3 tomes, 1992.

NORA, Pierre, « E. Lavisse : son rôle dans la formation du sentiment national », in *Revue Historique*, juillet-sept, 1962.

PAXTON, Robert O., MARRUS, Michael, *Vichy et les juifs*, Paris, Calmann-Levy, 1981, 432 p.

PAXTON, Robert O., *La France de Vichy 1940-1944*, Paris, Seuil, 1974, 378 p.

REVEL, Jacques, BRUGUÈRE, André (dir), *Histoire de la France*, Seuil, 1989 - 1993.

VALENSI, Lucette, *Histoire nationale, histoire monumentale. Les lieux de mémoire* (note critique), in *Annales-Histoire Sciences sociales*, 1995, 6, p. 1271-1277.